

Votre conseiller  
**TESSON DE FROMENT**  
16 ALLÉE TITOUAN LAMAZOU  
PARC D'ACTIVITES ACTILONNE  
85340 OLONNE SUR MER  
☎ 02 51 32 05 28  
📠 02 51 96 92 45



**Assurance et Banque**

N° ORIAS 07 012 258 (TESSON DE FROMENT)  
Site ORIAS [www.orias.fr](http://www.orias.fr)

SARL CARRIAS  
4 RUE LAVOISIER  
ZONE DE LA GARLIERE  
85190 VENANSULT

#### Votre contrat

**Construction BTPLUS**

#### Vos références

Contrat  
**0000006882626704**  
Client  
**3690260404**

Date du courrier  
**12 janvier 2021**

## ATTESTATION D'ASSURANCE

AXA France, dont le siège social est situé Terrasses de l'Arche 92000 Nanterre atteste que :  
SARL CARRIAS  
4 RUE LAVOISIER  
ZONE DE LA GARLIERE  
85190 VENANSULT  
N°SIREN/SIRET : 49937780200016

Est titulaire du contrat d'assurance n° 0000006882626704 pour la période du 12/01/2021 au 01/01/2022.

### Assurance de responsabilité décennale obligatoire

#### 1. Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- Aux activités professionnelles ou missions suivantes : activités rappelées au paragraphe «Activités souscrites» ci-après.
- Aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- Aux travaux réalisés en France métropolitaine ou dans les départements d'outre-mer.
- Aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de **15 000 000** euros.  
Cette somme est portée à **30 000 000** euros HT en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 10 millions d'euros pour les lots structure et gros œuvre et 6 millions d'euros pour les autres lots.

## Vos références

### Contrat

0000006882626704

### Client

3690260404

- Aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - Travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P<sup>1</sup> ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P<sup>2</sup> ;
  - Procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un agrément technique européen (ATE) en cours de validité ou d'une évaluation technique européenne (ETE) bénéficiant d'un document technique d'application (DTA), ou d'un avis technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P<sup>3</sup>,
    - d'une appréciation technique d'expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
    - d'un Pass innovation 'vert' en cours de validité.

*(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission prévention produits mis en œuvre par l'Agence qualité construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence qualité construction ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).*

*(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (règles de l'art Grenelle environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE ([www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr](http://www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).*

*(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).*

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.**

## 2. La garantie de responsabilité décennale obligatoire

- Nature de la garantie :

Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévues par les dispositions des articles L.241-1 et L.241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L.243-1-1 du même code.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

- Montant de la garantie :

En habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.

Hors habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances. (\*)

Lorsqu'un contrat collectif de responsabilité décennale est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.

(\*) Par dérogation, le montant de la garantie hors habitation couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.

- Durée et maintien des garanties :

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.**

## 3. Autres garanties souscrites dans les limites et conditions du contrat auquel elles se réfèrent

Les garanties ci-dessous s'entendent dans les mêmes limites que celles visées au paragraphe 1.

- Dommages matériels accidentels en cours de chantier, lorsqu'ils surviennent entre la date d'effet et la date de résiliation ou d'expiration du contrat et entre la date d'ouverture du chantier et celle de la réception.

## Vos références

### Contrat

0000006882626704

### Client

3690260404

- Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale. Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception et est gérée selon le régime de la capitalisation.

Les garanties ci-dessous s'entendent dans la limite des activités, coût total de construction, étendue géographique, travaux, produits et procédés de technique courante visés au paragraphe 1.

Elles s'appliquent aux réclamations notifiées à l'assureur à compter du 12/01/2021 et, qui se rapportent à des faits dommageables survenus avant la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, engageant la responsabilité de l'assuré en sa qualité de locateur d'ouvrage ou de sous-traitant.

- Responsabilité décennale pour travaux de construction non soumis à l'assurance obligatoire en cas d'atteinte à la solidité. Cette garantie couvre les interventions de l'assuré sur des chantiers de construction non soumis à l'obligation d'assurance décennale dont le coût TTC des travaux y compris maîtrise d'œuvre n'est pas supérieur à **1 000 000** euros.
- Bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables des ouvrages soumis à l'assurance obligatoire.
- Responsabilité pour dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'assurance obligatoire survenant après réception.
- Responsabilité pour dommages matériels subis après réception par les existants, et qui sont la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs.
- Responsabilité pour non-conformité à la réglementation thermique 2012.
- Responsabilité pour dommages immatériels consécutifs résultant d'un dommage garanti ci-dessus et survenant après réception.

Les garanties ci-dessous s'entendent dans la limite des activités, coût total de construction, travaux, produits et procédés de technique courante visés au paragraphe 1.

Elles s'appliquent aux réclamations notifiées à l'assureur à compter du 12/01/2021 et, qui se rapportent à des faits dommageables survenus avant la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, engageant la responsabilité de l'assuré en sa qualité de locateur d'ouvrage ou de sous-traitant :

- Responsabilité civile de l'entreprise avant ou après réception des travaux  
La responsabilité civile de l'entreprise comprend la garantie Responsabilité pour dommages matériels, survenant après réception, aux travaux non considérés comme des ouvrages ou des éléments d'équipement

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.**

**Ce contrat n'a pas pour objet de garantir** une activité de constructeur de maisons individuelles, avec ou sans fourniture de plans, telle que définie par la loi du 19 décembre 1990 et son décret d'application du 27 novembre 1991.

Fait à Nanterre, le 12/01/2021

Guillaume Borie

Directeur Général Délégué



## Activités souscrites

Activités « travaux » réalisées dans le domaine du Bâtiment (suivant la nomenclature FFSA d'activités des entreprises du BTP) et des travaux publics :

### Activités « travaux » réalisées dans le domaine du Bâtiment

TERRASSEMENT (1.3)

VOIRIES, RÉSEAUX DIVERS (VRD) : CHAUSSÉES - TROTTOIRS - PAVAGE - ARROSAGE - ESPACES VERT (1.5)

Sauf \* :

- Démolition (1.1)
- Amélioration des sols (1.4)
- Rabattement de nappe
- Pose de géomembrane
- Utilisation d'explosifs (1.2)
- Revêtement de terrains sportifs y compris complexe pelouse / support
- Montage d'échafaudages et structures évènementielles, étaieement (5)
- Montage levage pour le compte d'autrui
- Travaux routiers, réseaux publics d'adduction ou de distribution d'eaux, d'assainissement, de distribution de gaz et fluides, d'électricité (voir familles 12 à 15)
- Réalisation de colonnes ballastées
- Traitement de l'amiante (1.7)
- Traitement curatif (insectes xylophages, champignons) (1.8) Assèchement des murs (1.9)
- Réalisation de sondages, forages

(\*) : pour autant que ces activités ne soient pas souscrites dans une autre rubrique

### Activités « travaux » réalisées dans le domaine des Travaux Publics

TERRASSEMENT (2)

VOIRIES, RÉSEAUX DIVERS (VRD) : CHAUSSÉES – TROTTOIRS – PAVAGE – ARROSAGE – ESPACES VERTS (4)

Sauf \* :

- Démolition (1)
- Amélioration des sols (3)
- Rabattement de nappe
- Pose de géomembrane
- Utilisation d'explosifs
- Revêtement de terrains sportifs y compris complexe pelouse / support
- Montage d'échafaudages et structures évènementielles, étaieement (5)
- Montage levage pour le compte d'autrui
- Travaux routiers, réseaux publics d'adduction ou de distribution d'eaux, d'assainissement, de distribution de gaz et fluides, d'électricité (voir familles 12 à 15)
- Réalisation de colonnes ballastées
- Traitement de l'amiante (6)
- Traitements curatifs (insectes xylophages, champignons) (7) Assèchement des murs (8)
- Réalisation de sondages, forages

(\*) : pour autant que ces activités ne soient pas souscrites dans une autre rubrique

## Montants des garanties et franchises

Garanties	Montant de la garantie en €	Montant de la franchise en €
<b>Dommages sur chantier</b>	<b>Montant unique pour l'ensemble des garanties par année d'assurance</b>	<b>Par sinistre</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Effondrement des ouvrages (art 2.1)</li> <li>• Autres dommages matériels aux ouvrages (art 2.2)</li> <li>• Dommages matériels aux matériaux (art 2.3)</li> <li>• Dommages matériels aux installations, matériels de chantier et ouvrages provisoires (art 2.4)</li> <li>• Attentats, tempêtes, ouragans, cyclones, grêle (art 2.5)</li> </ul>	644 360 €	1 987 €
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Catastrophes naturelles (art 2.6)</li> </ul>		<b>Franchise légale</b>
<b>Responsabilité civile décennale</b>	<b>Montant par sinistre</b>	<b>Par sinistre</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsabilité décennale pour travaux de construction soumis à l'assurance obligatoire (art 2.8)</li> </ul>	<b>A hauteur du coût des réparations (1)</b>	1 987 €
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale (art 2.9)</li> </ul>	10 739 340 €	1 987 €
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsabilité décennale pour travaux de construction non soumis à l'assurance obligatoire et limitée à l'atteinte à la solidité (art 2.10)</li> </ul>	536 967 € par sinistre et 859 147 € par année d'assurance	1 987 €
<b>Responsabilités connexes</b>	<b>Montant unique pour l'ensemble des garanties par année d'assurance</b>	<b>Par sinistre</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables des ouvrages soumis à l'assurance obligatoire (art 2.12)</li> <li>• Dommages immatériels consécutifs (art 2.15)</li> <li>• Dommages matériels aux existants par répercussion (art 2.14)</li> <li>• Dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'obligation d'assurance (art 2.13)</li> </ul>	644 360 €	1 987 €
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsabilité pour non-conformités à la RT2012</li> </ul>		20 % du sinistre mini 1 fois le montant de la franchise ci-dessus maxi 4 fois le montant de la franchise mini

Responsabilité civile du chef d'entreprise (art 2.17)	Limites de garanties en €		Montant de la franchise en €
Garanties Tous dommages confondus y compris les extensions spécifiques :	Montant par sinistre	Montant par année	Par sinistre
• Avant réception	8 054 505 €		1 987 €
• Après réception	6 443 604 €	6 443 604 €	1 987 €
<b>Dont avant/après réception</b>			
• Dommages matériels	1 610 901 €	1 610 901 €	1 987 €
• Dommages immatériels	214 787 €	429 574 €	1 987 €
• Dommages de pollution	805 450 €	805 450 €	1 987 €
• Faute inexcusable	1 073 934 €	2 147 868 €	1 987 €
• Défense recours	21 479 € par litige		1 987 €
<b>Extensions spécifiques (art 2.17.3.)</b>			
• Frais financiers en cas de référé provision	<b>Mêmes montants et sous-limitations</b>		1 987 €
• Mise en conformité avec les règles de l'urbanisme et erreur implantation			
• Mission de pilotage mandataire commun (Garantie non souscrite)			
• Négocier et vente de matériaux de construction			
• Travaux non constitutifs d'ouvrages	50 000 €	50 000 €	1 987 €
<b>Protection juridique</b>	<b>Voir annexe 953492 A</b>		

<sup>(1)</sup> Sans pouvoir excéder le montant du seuil de déclenchement du Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD)

Les montants de garanties et de franchises s'expriment en euros à l'indice 93690 en date du 01/07/2020.